

(G)RÈVES SOUS LE CAPITALISME

Florence Loriaux ♦ Centre d'animation et de recherche en histoire ouvrière et populaire (Carhop asbl)

Faire grève aujourd'hui : les leçons des mouvements sociaux du passé

Définie en règle générale comme étant « la cessation collective et concertée du travail en vue d'appuyer des revendications professionnelles auxquelles l'employeur refuse de donner satisfaction », les travailleur.euse.s ont recours à la grève depuis la plus haute Antiquité. Ainsi en témoigne l'action d'artisans d'élite de Deir el-Medineh (Égypte) qui, chargés de la construction des tombeaux des pharaons sous le règne de Ramsès III, organisent un sit-in dans la vallée des Rois afin de réclamer le paiement des salaires en retard. Étudier l'histoire de la grève permet de caractériser son évolution comme un « événement marginal, répréhensible et réprimé » passé au statut « d'un fait social, autorisé et progressivement institutionnalisé »¹ permettant la construction des droits sociaux.

Faire grève, c'est aussi faire preuve d'imagination sur la manière de l'organiser. La grève connaît ainsi des formes nombreuses et variées, répertoriées au sein de typologies mises en place avec le développement de l'instrument statistique au XIX^e siècle : on y distingue ainsi grève perlée, grève surprise, grève sauvage, grève tournante, grève du zèle, grève solidaire, grève limitée, grève illimitée, grève avec occupation, grève générale, grève internationale, lock-out, grève de la faim... pour ne citer que ces quelques exemples. Dans les formes les plus atypiques de grève, figure le système développé au Japon où les travailleur.euse.s, s'il.elle.s n'arrêtent pas le travail, portent un brassard en signe de contestation.

Le mouvement peut être limité (ou pas) dans le temps et dans l'espace et concerner un groupe social particulier ou une corporation dont les causes sont spécifiques. Inversement, une grève peut démarrer au plan local et avoir des effets à un niveau international dans l'émergence de droits sociaux comme ce fut le cas lors de la grève des femmes de la Fabrique nationale d'armes de Herstal de 1966 qui base la légitimation de la revendication « À travail égal, salaire égal » sur le Traité de Rome².

S'il se caractérise essentiellement comme étant la forme d'expression classique des conflits du travail, le terme « grève » est aussi utilisé pour désigner d'autres types de mouvements sociaux

et notamment ceux portant une revendication politique et qui ne sont pas comptabilisés dans les statistiques des grèves. Ainsi, au XIX^e siècle, les associations néo-malthusiennes proposent d'organiser « la grève des ventres » afin de limiter les naissances dans l'esprit de préserver les ressources terrestres, de lutter contre la misère et les famines, mais surtout afin de ne pas « produire de la chair à canon ». Les mêmes arguments sont repris aujourd'hui par des antinatalistes convaincu.e.s ou des adeptes de la décroissance, mais aussi par des étudiant.e.s qui participeront à une grève mondiale, le 15 mars 2019, en vue de dénoncer l'inaction politique en matière d'environnement.

Alors que le terme « grève » traduit l'idée d'un conflit latent entre deux acteur.rice.s sociaux.ales, la « manifestation » se définit plutôt comme un soutien à une cause. C'est sans doute pourquoi, on va préférer utiliser le mot grève pour désigner ce qui somme toute ressemble à une manifestation. L'exemple des jeunes étudiant.e.s marchant pour le climat tous les jeudis est assez significatif de cette nouvelle utilisation du terme: il.elle.s dénoncent un

« Faire grève c'est aussi faire preuve d'imagination sur la manière de l'organiser. »

système, une situation politique, sans pour autant être en grève contre le système scolaire qui soutient leur démarche dans la perspective d'un apprentissage citoyen³.

En revanche, dans certains cas, le mot « grève » sera évité en raison de sa connotation conflictuelle. C'est le cas en 1975 lorsque les femmes islandaises lançant un mouvement de revendication d'arrêt du travail et des tâches ménagères, vont préférer



Reportage &

rer désigner leur action par l'expression « Jour sans » ! Idée qui sera d'ailleurs reprise le 8 mars 2019 à l'occasion de la grève des femmes en Belgique, initiée par le Collectif.e.f 8 maars qui revendique pleinement le statut de grève⁴.

Pour le sociologue français Guy Groux, « la manifestation n'est plus forcément un prolongement de la grève comme cela pouvait se passer dans les années soixante-dix. Elle est devenue un substitut à la grève, notamment dans le secteur privé où les gens font de moins en moins grève, mais aussi dans le secteur public. Par contre, lorsqu'il y a de grands mouvements sociaux comme en 1995, 2003, 2009, 2010, les salariés manifestent massivement. (...) il faut dire enfin que la grève paie de moins en moins. À partir de là, les gens préfèrent se soumettre au raisonnement suivant : « Pourquoi prendre des risques pour faire grève, sachant que la grève ne m'apportera rien ? ». Du coup, les salariés préfèrent recourir à d'autres modes de mobilisation, comme la manifestation qui apparaît plus efficace pour toucher l'opinion, et par là pour toucher les pouvoirs publics. »⁵

En effet, depuis les années 1960-1970, émergent de nouveaux mouvements contestataires (féminisme, écologie, régionalisme, mouvement étudiant, consumérisme...) se distinguant du mouvement ouvrier et du syndicalisme traditionnel par leur caractère moins institutionnalisé et par de nouveaux modes d'action. Ils ne s'inscrivent pas dans la recherche du pouvoir mais portent la revendication d'une plus grande participation démocratique et contribuent aux changements sociétaux en termes de valeurs, de mœurs ou de normes.

Aujourd'hui, à travers le monde, on assiste au renouveau de ces mouvements auxquels des milliers de citoyen.ne.s s'identifient. Descendre dans la rue afin d'interpeller les pouvoirs politiques et économiques sur des revendications diverses et variées est une forme de participation politique pleinement utilisée. En dehors des cadres classiques organisationnels, sans leader déclaré et en organisant les rassemblements via les réseaux sociaux, ces mouvements représentent une nouvelle expression de la démocratie. La grève des épiciers yéménites à New York en février 2017 contre la politique migratoire de Donald Trump ; les femmes espagnoles

revendiquant leurs droits sur leur corps ; en Argentine, « foulards verts » pro-avortement et « foulards bleu ciel » anti-avortement multipliant les manifestations afin de faire valoir leurs droits ; les « gilets jaunes » qui tiennent le pavé et dans la rue et dans l'actualité ; les grèves pour la défense du pouvoir d'achat ; les manifestations des travailleur.euse.s sans-papiers...

Parce que le sentiment d'être négligé par les pouvoirs en place est important, comme en témoignent les différents sondages réalisés au cours des dix dernières années, ces formes de participation politique conquièrent une légitimité croissante aux yeux de l'opinion publique.

Notons cependant qu'à côté de nouvelles revendications, notamment en faveur du climat, du mariage pour tous, des droits des homosexuel.le.s..., les grèves et les manifestations attendantes luttent aussi aujourd'hui pour la défense des acquis sociaux mis à mal par les politiques libérales et pour l'emploi plus que pour les conditions de travail.

Pour ceux et celles qui penseraient que les grèves ne donnent pas de résultats probants, qu'elles ne servent à rien, qu'elles ne sont plus aussi mobilisatrices que les grandes grèves historiques du XX^e siècle (comme par exemple les grèves en faveur de la réduction du temps de travail ou pour l'obtention du droit de vote), qu'elles ne sont plus aussi nombreuses qu'auparavant⁶..., il convient de comprendre que la conflictualité a trouvé de nouvelles voies d'expression et en a renforcé la portée. ■

1. Stéphane SIROT, *La grève en France, une histoire sociale (XIX^e - XX^e siècle)*, Paris, Odile Jacob, 2002.

2. Marie-Thérèse COENEN, *La grève des femmes de la FN en 1966. Une première en Europe*, Bruxelles, CARHOP, 2016 (Les carnets du CARHOP).

3. Voir article dans ce dossier pp. 8-10.

4. Voir article dans ce dossier pp. 6-8.

5. « La grève, la manifestation et les « nouvelles » mobilisations », *Sens-Dessous*, 2011/2 (n° 9), pp. 13-19 (En ligne) www.cairn.info/revue-sens-dessous-2011-2-page-13.htm

6. Sophie BÉROUD, Jean-Michel DENIS, Guillaume DESAGE, Baptiste GIRAUD et Jérôme PÉLISSE, *La lutte continue ?*, Éditions du Croquant, 2008.